

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Calcaires du Biterrois**

Garrigue de Bayssan  
34500 Béziers

Références : UD34/H3/MT/2023/096  
Code AIOT : 0018300692

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement Calcaires du Biterrois implanté lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres. L'inspection a été annoncée le 15/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Calcaires du Biterrois
- lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres
- Code AIOT : 0018300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Vendres exploitée par la société Calcaires du Biterrois est une carrière qui produit des matériaux calcaires.

Elle est implantée au sud et nord de l'autoroute A9, un tunnel permettant la liaison entre les 2 zones d'exploitation.

Au sud, se trouvent les installations de traitement, les bureaux, les stockages de produits finis et au nord, la zone en exploitation avec un concasseur primaire et un scalpeur.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 août 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
  - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
  - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
  - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dépôt de matériaux	AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 4 août 2022 ont été en partie respectées. La réduction du stock de matériaux au Nord-Ouest de la zone Nord de l'A9 n'est pas finalisée. L'inspection estime qu'il peut être accordé un délai supplémentaire à l'exploitant, sous conditions, pour supprimer ce dépôt.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Dépôt de matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dépôt de matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Calcaires du Biterrois [...] est mise en demeure de respecter sous un mois les dispositions suivantes en vue de régulariser sa situation vis-à-vis des articles ci-dessous de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-I-1358 du 6 juillet 2007 de sa carrière implantée sur les communes de Béziers et Vendres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Article 5.1 : respecter les conditions d'exploitation prévues dans son dossier de demande d'autorisation, en supprimant le dépôt de matériaux en limite Nord-Ouest du Secteur au Nord de l'Autoroute, ou déposer une demande en vue de sa régularisation dans les conditions prévues aux articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que le dépôt en limite Nord-Ouest du Secteur Nord de l'Autoroute a été notablement réduit en volume (entre 3000 et 5000 t de moins selon les éléments présentés par l'exploitant), et sa hauteur a été réduite d'environ 2,5 m (sur une hauteur initiale d'une dizaine de mètres).</p> <p>La société Calcaires du biterrois a indiqué que l'élimination du stock nécessite un délai supplémentaire de quelques mois. En effet, son écoulement est conditionné à la demande en matériaux, qui n'avait pas été correctement évaluée initialement. De plus le déplacement du dépôt est difficilement envisageable compte-tenu de l'exiguïté du site.</p> <p>L'enjeu lié à la présence de ce stock étant limité à celui de la perception visuelle, qui ne nous semble pas constituer une nuisance importante, l'inspection estime que le délai supplémentaire requis pour sa suppression peut être accordé, sans dépasser septembre 2023. Cette prolongation</p>

ne peut être acceptée que sous condition de la remise par l'exploitant sous 30 jours d'un engagement précisant les modalités qu'il mettra en œuvre pour la suppression effective du stock si un volume résiduel devait encore être présent à l'issue du délai. Au-delà de septembre 2023, les sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement pourront être engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Calcaires du Biterrois [...] est mise en demeure de respecter sous un mois les dispositions suivantes en vue de régulariser sa situation vis-à-vis des articles ci-dessous de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-I-1358 du 6 juillet 2007 de sa carrière implantée sur les communes de Béziers et Vendres :</p> <p>- Article 7.6 (modifié) : transmettre à l'inspection un nouveau calcul du montant des garanties financières correspondant à la situation actuelle et aux évolutions envisagées, selon les modalités de l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières.</p>
<p><b>Constats :</b> Le nouveau calcul du montant des garanties financières à constituer compte-tenu de l'évolution du phasage d'exploitation a été remis par l'exploitant par courrier du 28 novembre 2022.</p> <p>Il établit un montant de garanties financières de 664 567 euros (au lieu de 430 992 euros mentionné dans l'arrêté en vigueur) pour la seconde période quinquennale définie à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n°2014-01-1393 du 11/08/14.</p> <p>Le montant pour les 3ème et 4ème phases quinquennales pourra être adapté dans le cadre de la demande de modification des conditions d'exploitation dont le dépôt est envisagé par l'exploitant courant 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet